



Japon : l'adieu à la crise ? (2001-2008)

Pensez à effectuer l'analyse préalable du sujet que nous vous proposons sur le site, c'est avec cet entraînement que vous acquérez les principales techniques de la problématisation en Histoire et Géographie Economiques. Cet entraînement est indispensable pour obtenir une bonne note aux concours.

Sommaire (Cliquez sur le titre pour accéder au paragraphe)

- I. La géo-histoire de Tokyo est celle d'une grande capitale nationale devenue ville mondiale.**Erreur ! Signet non défini.**
- II. L'agglomération tokyoite, tentaculaire, associe, tant bien que mal, résidences, usines, bureaux et infrastructures de toutes sortes.**Erreur ! Signet non défini.**
- III. Tokyo est la capitale de la seconde économie mondiale à partir de laquelle les multinationales, les capitaux et les touristes japonais partent à la conquête du monde.
Erreur ! Signet non défini.

Après une longue crise, d'une quinzaine d'années (1990-début des années 2000), dont les symptômes principaux ont été une croissance évaporée, des finances compromises, un chômage excessif, un système éducatif en crise et une insécurité nouvelle, le Japon semble présenter, en 2006, des signes de sortie de crise. Après l'ère Meiji (1868) et la « haute croissance » post-Hiroshima (1945-1991), le Japon se réinvente-t-il dans une sorte de « troisième ouverture » ?

I. En 2001, dix ans après le début de la crise, on évoque « la panne du Japon » et la « décennie perdue ».

I.1. L'économie japonaise tourne alors au ralenti.

La croissance est quasi nulle : 0,4 % en 2001 et 0,1 % en 2002. La déflation, très inhibitrice, sévit (-0,7 % et -0,9 %). Le contexte est celui, catastrophique, de la « trappe à liquidités ». En difficulté, les ménages et les entreprises du Japon, même avec des taux d'intérêt nuls, n'achètent ou n'investissent plus, ce qui rend impossible toute reprise économique. 1995, fut, par exemple, « une année horrible » (crise économique, tremblement de terre de Kobe, attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo).

I.2. Les finances de l'archipel ont dérapé.

La dette publique atteint 145 % du PIB et le déficit budgétaire, 6 %. (Les critères de Maastricht sont respectivement de 60 % et de 3 % !). Treize plans de relance, pour le plus grand profit du secteur de la construction et des travaux publics (BTP), dans la clientèle du



PLD, ont, inutilement, dégradé les finances publiques, avec des soupçons de prévarication...

I.3. La société nipponne vieillie, rencontre le chômage, l'insécurité et la corruption.

Les pertes d'emplois ou leur insuffisance, portent atteinte au pacte social de la nation. Elles amplifient le nouveau comportement consumériste et hédoniste des jeunes générations qui jouent désormais la flexibilité et contestent l'avancement à l'ancienneté, tandis que les vieilles personnes se paupérisent et que les vagabonds deviennent visibles sur les trottoirs des gares et des stations de métro des grandes métropoles nipponnes. Par ailleurs, les jeunes lolita, les emmurés de l'informatique et de l'audiovisuel et quelques délinquants révèlent les difficultés du système éducatif et des familles japonaises qui, naguère encore, accordaient tant d'importance à la connaissance, au travail et à la norme sociale, au détriment du loisir et du comportement déviant.

II. Le premier ministre Junichiro Koizumi, apporte, en 2001, un style nouveau dans une classe politique figée et déconsidérée.

II.1. Koizumi, issu du Parti Libéral-Démocrate, parti presque toujours au pouvoir depuis 1955, tente, de l'intérieur, de le réformer malgré lui.

On a pu dire du Japon qu'il est devenu « une démocratie à parti unique ». Né en 1942, dans le Japon méridional, ministre des postes en 1991, élu en 2001 président du Parti Libéral-Démocrate et devenu premier ministre du Japon, Junichiro Koizumi est issu d'une famille de leaders conservateurs du PLD. Bien que tutellé par des caciques du parti, en particulier Nobusuke Kishi, Koizumi est doté d'une personnalité originale (pantalons à pattes d'éléphant, chevelure longue gris-poivrée, gestuelle expressive) qui font de lui un homme étrange et populaire, bien décidé à détruire de l'intérieur un système apparemment inoxydable, fait de clientélisme corrompu à la solde de lobbies agricoles, industriels et bureaucratiques parmi les plus puissants du Japon.

Grand admirateur des États-Unis, il n'en est pas moins un nationaliste convaincu qui, en se rendant au sanctuaire shinto de Yasukuni, à Tokyo, et en mémoire des ancêtres, héros du Japon, parfois criminels de guerre, entretient avec Pékin et Séoul, des relations plus que mouvementées.

II.2. Entre faillites, déficits et dettes, les finances opaques et le « capitalisme de copinage » sont au coeur de la question économique nipponne.

L'heure est à la **restructuration bancaire** et à la réforme de la poste. Il faut mettre à l'actif du premier ministre Koizumi l'assainissement du secteur bancaire grevé de créances douteuses, grâce à l'Agence de services financiers. Les banques mal en point ont été abandonnées, restructurées ou fusionnées. **En 2005, le Japon compte trois des dix plus grandes banques du monde**, avec la MUFJ (Mitsubishi +UFJ), la Mizuho Financial Group et la Sumitomo Mitsui Financial Group.

Mais c'est sur la **Poste nipponne, géant bancaire**, que portent les efforts du Premier ministre. En effet, celle-là ne se contente pas de délivrer du courrier. C'est en réalité la plus grande banque du monde, qui représente 20 % du total de l'épargne nipponne, qui équivaut elle-même à 30 % de l'épargne mondiale ! De surcroît, elle gère 30 % des polices d'assurance-vie japonaises, ce qui en fait, une fois encore, le premier acteur du secteur dans le monde. Son énorme pouvoir financier permet de financer nombre d'institutions, telles la chaîne de télévision nationale ou encore l'Agence spatiale.

Disposant de 24 700 bureaux de poste répartis dans tout l'archipel, créé en 1871, le réseau postal japonais est le lien social par excellence, évidemment au coeur du système clientéliste. La poste sert aussi de banque aux petites gens et aux personnes âgées qui viennent y retirer leur pension. Elle est aussi un élément important de la machine électorale du PLD. Sa privatisation va sans doute s'étaler sur une dizaine d'années. Il s'agit de réorienter cette épargne en direction d'une nouvelle dynamique capitaliste et de débarrasser le Japon du lobby constitué par ses 260 000 postiers.

II.3. Pour autant, l'usine nouvelle et l'industrie du Japon, concurrentielles et créatives, ne cessent d'être performantes.

Dans plusieurs secteurs, l'industrie nipponne demeure brillante. C'est ainsi que **le Japon a pris la tête de la révolution automobile**, ce que révèle une simple visite au Salon automobile de Tokyo. Avec Toyota et Honda, le pays est la tête de la recherche mondiale en ce qui concerne les propulsions nouvelles (le moteur hybride par exemple) et la mise au point de l'électronique embarquée. En 2006, Toyota ravit à General Motors sa place de leader mondial et envisage la production de 10 millions de véhicules en 2008, chiffre jamais atteint par un producteur.

Dans le domaine de l'informatique et de l'électronique grand public, **Sony**, qui a absorbé Konika-Minolta, demeure un acteur incontournable et lutte contre **Nintendo** et Microsoft pour le leadership des consoles de jeux. Cependant, au niveau des semi-conducteurs et malgré la nouvelle alliance **Hitachi-Toshiba-Renesas**, le Japon ne contrôle que 30 % de la production mondiale (son niveau de 1980) alors que le marché était déjà dominé par les Américains. Ses firmes ont quelque peine à rivaliser avec les premiers du secteur, l'américain Intel et le coréen Samsung.

Au niveau de l'énergie nucléaire, les grands manoeuvres ont commencé avec deux alliances nippo-américaines, **Hitachi-General Electric** et **Toshiba qui a acquis Westinghouse** et une alliance nippo-française, **Mitsubishi-Areva...**

La nouvelle géographie industrielle de l'archipel reflète ces importantes mutations. La région d'**Osaka** est devenue le moteur grippé de l'économie japonaise, tandis que la région de **Nagoya**, fief de l'empire Toyota, est devenue le nouveau pôle de croissance de l'archipel où s'est tenu, en 2005, l'Exposition universelle de la préfecture d'Aichi, largement financée par le grand constructeur. **Tokyo**, qui regroupe près de 32 millions d'habitants, domine le tout.

III. Le Japon est devenu un laboratoire du monde.

III.1. L'effort national de recherche, qui associe l'Etat et les entreprises, est exceptionnel. Une sortie de crise par la science ?

Face à la Chine et à l'Inde, plongées dans la course technologique vers la valeur ajoutée et à la Corée du Sud qui avance à marche forcée dans des secteurs scientifiques stratégiques, le Japon est condamné à tout faire pour conserver son avance. C'est la raison pour laquelle **il consacre 3,5 % de son PIB à la recherche**, ce qui est le record mondial et le fruit d'un choix politique volontariste. Le Japon forme des chercheurs, attire les étrangers et mobilise ses femmes à ce haut niveau.

Cette vigoureuse recherche est financée au quart par l'Etat et aux trois quarts par les entreprises. Le nouveau plan 2006-2010 met l'accent sur les sciences de la vie, les technologies de l'information, l'environnement, les nanotechnologies et les matériaux enfin, tandis que d'autres domaines ne sont pas négligés pour autant, en particulier l'énergie, les technologies de fabrication, les infrastructures et les frontières (espace et océans).

Le Japon remonte de la recherche technologique et appliquée à la recherche fondamentale, copieur, il devient inventeur, comme en témoigne l'obtention récente de plusieurs prix Nobel. Le maillage du territoire par des **clusters** (pôles de recherche), vise à la fois la réputation mondiale et la revitalisation régionale...

III.2. Un nouveau capitalisme japonais émerge, rénové, mais resté profondément national.

Malgré les pressions américaines pour que le Japon libéralise ses services : banques, assurances, grande distribution etc., les offres publiques d'achat restent contre nature dans l'archipel, comme en témoigne, durant l'été 2006, l'offensive contrée du premier groupe papetier national sur le second. Le Japon a toujours fait que le capital de ses grandes sociétés soit réparti de telle manière qu'il demeure imprenable par quiconque, en particulier par l'étranger.

Aujourd'hui encore, les patrons japonais n'aiment guère « dégraisser » à l'occidentale ils préfèrent fidéliser leur personnel qui transmet le savoir-faire, ainsi que la synergie entre



l'encadrement, les salariés et les fournisseurs. De la même façon, **le pays relocalise ses entreprises dans l'archipel**, ce qui lui permet d'échapper au pillage sans vergogne de ses entreprises en Chine, de revitaliser ses propres régions par la création d'emplois qualifiés et d'économiser des sommes importantes au niveau de la logistique et des transports. C'est dire à quel point le pays adapte, en les adoptant, les meilleures méthodes du capitalisme néo-américain à son propre génie entrepreneurial, davantage « pragmatique et relationnel que procédurier et réglementé à outrance »¹.

Il n'empêche, le gouvernement de **Junichiro Koizumi laisse trois bombes à retardement** à son successeur : **le déficit budgétaire** (4,5%) **et la dette**, passée à 170 % du PIB, **la bombe démographique**, car il n'a guère abordé la question des retraites, qu'il laisse, entière, alors que **le Japon est devenu le laboratoire du marché des seniors**, avec 15 % de la population âgée de plus de soixante cinq ans et un taux de fécondité effondré, à 1,25 enfant par femme, **et la nouvelle pauvreté**, car l'archipel est devenu, contrairement à ce qu'il était dans les années 1980, un pays dual.

III.3. La Chine est devenue le principal défi économique et diplomatique de l'archipel. Entouré de puissances nucléaires et balistiques, le Japon n'est-il pas tenté de réviser la constitution de 1947 et de construire une puissance militaire ?

Le Japon a, depuis longtemps, investi dans l'Empire du milieu, selon la traditionnelle division asiatique du travail. Collectrice d'IDE, la Chine est désormais le premier client du Japon et son troisième fournisseur si bien qu'une nouvelle dépendance s'est créée pour l'empire du Soleil-Levant, à un point tel que certains auteurs invoquent **une reprise économique nipponne à l'ombre chinoise**. Un auteur aussi en vogue que Thomas Friedman a même osé comparer l'archipel à « un malade qui s'est soudain levé de son lit et, dopé aux stéroïdes chinois, court à travers l'hôpital ». On comprend bien que, dans ces conditions, la Chine représente pour son grand voisin à la fois une chance et un danger car elle le rend vulnérable aux risques de surchauffe d'une économie plus ou moins contrôlée.

En 2006, les réserves monétaires chinoises dépassent celles du Japon,

Il faut en outre compter sur des manifestations hostiles aux Japonais lorsque leur chef de gouvernement rend visite ces dernières années au sanctuaire de Yasukuni. De toute façon, il subsiste un sérieux contentieux territorial entre les deux pays au niveau des îles Senkaku (présence d'hydrocarbures, incident diplomatique de 2004 du sous-marin chinois avancé repéré par un avion japonais).

Les deux pays, en proie à des bouffées nationalistes, disposent déjà de budgets militaires et d'armements considérables. Le Japon dispose du troisième budget militaire du monde, juste devant la France. Il est entouré de puissances nucléaires (Russie, Chine, États-Unis, et... République Populaire de Corée) qui l'a déjà provoqué en enlevant ses ressortissants de Corée du Sud et en expédiant par-dessus l'archipel quelque engin balistique...

¹ Cf "le nouveau cours du capitalisme nippon", article de Philippe Pons, « Le Monde », 16 avril 2005.



La Chine augmente régulièrement son budget de la défense, qui se rapproche de plus en plus de celui du Japon, car Pékin y consacre une proportion plus importante de son produit national brut (PNB respectifs en 2004 : Japon : 4 622 milliards de dollars, Chine, 1931, mais qui pourrait approcher les 3000 milliards en 2008, devenant ainsi « le nouveau troisième grand »). Tokyo est l'allié privilégié des États-Unis en Asie-Pacifique, Pékin est vigoureusement hostile à l'admission du Japon comme membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU. Tokyo vient de transformer son Agence de la défense en véritable ministère...

*Le nouveau premier ministre du pays, **Shinzo Abe**, est issu d'une longue lignée d'hommes politiques japonais conservateurs (Kishi est son grand-père). Il est lui-même nationaliste, mais, conscient des intérêts économiques de l'archipel. C'est pourquoi il a symboliquement réservé son premier voyage à l'étranger à Pékin et à Séoul, car le Japon a plutôt besoin de relations apaisées avec ses voisins. Cependant, le nouvel homme fort du Japon n'a pas encore de politique économique visible. Il hérite de problèmes délicats, mais aussi d'un pays qui va mieux, comme en témoignent des dernières données concernant la croissance (à 2,5 % l'an) l'emploi, (4,5 % de chômage) ainsi que la sortie de la déflation (à 0 % d'intérêt, le livret d'épargne ne rapporte plus rien), que signale la Banque centrale. Les prix et la Bourse remontent. Une société civile transformée, encore disciplinée, instruite et active, davantage ouverte et créative, reste de toute façon, le grand atout de la seconde puissance économique du monde. Nippon a, de surcroît, revu la division asiatique du travail à son avantage, avec les productions coeurs chez lui, la fabrication des pièces en Asie du sud-est et le montage final en Chine.*

Il n'empêche, Shinzo Abe démissionne brusquement en septembre 2007. Il s'est usé en moins d'un an sur les problèmes constitutionnels et internationaux du Japon, alors que ses concitoyens l'attendaient sur les problèmes sociaux et financiers.

L'archipel se fait mal au « nouvel âge de l'inégalité ». Le nouveau pouvoir aura du mal à contenir se gros problème à cause du vieillissement qui coûte cher et d'une énorme dette publique estimée par le FMI à 185% du PIB !

L'archipel du Soleil Levant continue, depuis Meiji, à « hybrider » et à pratiquer la synthèse², entre la tradition nationale et l'apport étranger. Le Japon progresse en restant lui-même...aux tout premiers rangs. Cependant, son instabilité gouvernementale ne traduit-elle pas l'ampleur de la dette qui l'écrase et le paralyse ?

Claude Chancel.

² Consulter « L'Autre Monde », Géopolitique de l'Asie orientale et méridionale, Claude Chancel, Eric-Charles Pielberg, Cédric Tellenne, PUF, 2005.